Législatives au Burundi : la victoire promise au parti au pouvoir

@rib News, 23/07/2010 - Source AFPLe parti au pouvoir au Burundi Ã©tait assurÃ© de remporter les Ã©lections lÃ©gislatives de vendredi, boycottÃ©es par l'opposition, alors que les risques d'affrontements s'accumulent dans ce petit pays d'Afrique centrale.Ces Ã©lections, qui devaient initialement asseoir le multipartisme dans ce pays ruinÃ© par une guerre civile meurtriÃ¨re (1993-2006), vont probablement se solder par une victoire Ã©crasante du parti prÃ©sidentiel et l'absence de vÃ©ritable opposition Ã l'AssemblÃ©e nationale.
Alors que le marathon Ã©lectoral entamÃ© fin mai devait consolider la paix retrouvÃ©e dans ce pays enclavÃ© de quelque 8,5 millions d'habitants, le troisiÃ¨me plus pauvre au monde selon la Banque Mondiale, le processus a au contraire relancÃ© les risques d'affrontement."Nous sommes satisfaits du dÃ©roulement du vote. Il n'y a eu aucun problÃ¨me et Ã l'heure oÃ¹ je vous parle, la plupart des bureaux de vote ont dÃ©jÃ fermÃ© et dans certains, on a mÃªme dÃ©jÃ commencÃ© Ã faire le dÃ©compte des voix", a expliquÃ© le responsable de la communication au sein de la commission Ã©lectorale, Prosper Ntahorwamiye, peu aprÃ¨s 16H00 (14H00 GMT).Selon lui, le taux de participation devrait Ãªtre sensiblement similaire Ã celui de la prÃ©sidentielle du 28 juin (76,98 pc), alors que la mission de l'Union europÃ©enne et un journaliste sur place avaient constatÃ© Ã la mi-journÃ©e une faible affluence.La mission d'observation de l'Union europÃ©enne s'est toutefois "fÃ©licitÃ© du fait que les Ã©lecteurs ont pu exercer leurs droits sans aucun problÃ¨me".Les premiers rÃ©sultats du scrutin sont attendus "lundi, mardi au plus tard", a prÃ©cisÃ© M. Ntahorwamiye.Une seule formation d'opposition, l'Uprona, avait acceptÃ© de participer aux lÃ©gislatives aprÃ¨s avoir boycottÃ© la prÃ©sidentielle du 28 juin, largement remportÃ©e par le prÃ©sident sortant Pierre Nkurunziza, seul candidat en lice (91,62 pc).Tous les autres partis d'opposition avaient maintenu leur retrait du processus Ã©lectoral initiÃ© peu aprÃ¨s le scrutin communal du 24 mai, dÃ©nonÃ§ant des fraudes massives.Quant Ã Agathon Rwasa, leader de l'ex-rÃ©bellion des Forces nationales de libÃ©ration (FNL), formation arrivÃ©e deuxiÃ¨me aux derniÃ¨res communales, il a purement et simplement disparu de la vie publique depuis un mois, par crainte d'arrestation.Si la communautÃ© internationale s'est montrÃ©e pour le moins discrÃ¨te ces derniÃ¨res semaines, plusieurs de ses reprÃ©sentants Ã Bujumbura, souhaitant garder l'anonymat, ont fait part de leur pessimisme."L'opposition peut de nouveau Ãªtre tentÃ©e par la voie de la violence, mais cela ne servira Ã rien car le pouvoir, qui bÃ©nÃ©ficie du soutien total de la communautÃ© internationale, a les moyens de la museler", a ainsi estimÃ© cette semaine un cadre de l'ONU, sous couvert d'anonymat.Plus d'une centaine de responsables et militants de l'opposition ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s au cours des trois derniÃ¨res semaines et d'autres ont Ã©tÃ© torturÃ©s, d'aprÃ¨s plusieurs associations de la sociÃ©tÃ© civile.Selon la plate-forme d'opposition, le pouvoir CNDD-FDD a instaurÃ© "un rÃ©gime de terreur qui est en train de contraindre les gens Ã fuir ou Ã chercher Ã se dÃ©fendre".Le scrutin de vendredi a Ã©tÃ© placÃ© sous haute sÃ©curitÃ©, notamment Ã la suite des atte Kampala qui ont fait 76 morts le 11 juillet en reprÃ©sailles Ã la contribution majeure de l'Ouganda Ã la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom).Depuis plusieurs jours, les patrouilles de police et les fouilles de vÃ©hicules sont plus frÃ©quentes Ã Bujumbura.L'Ouganda et le Burundi sont les deux seuls pays contributeurs de l'Amisom et les shebab ont Ã plusieurs reprises menacÃ© les deux pays.